INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Bulletin

Revenu disponible FLASH

Édition 2013

Le revenu disponible des ménages, tout comme le PIB, est un agrégat du Système de comptabilité nationale canadien qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les ménages canadiens résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels, dont les administrations publiques. Plus précisément, il se compose de la rémunération des salariés, du revenu net des entreprises individuelles, du revenu des loyers des ménages et du revenu net de la propriété. À cela s'ajoutent les transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ainsi que des administrations publiques comme les prestations d'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et de l'aide sociale moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons) ainsi qu'aux administrations publiques, tels que les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes de l'assurance sociale. Le revenu disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

La croissance du revenu disponible a ralenti au Québec

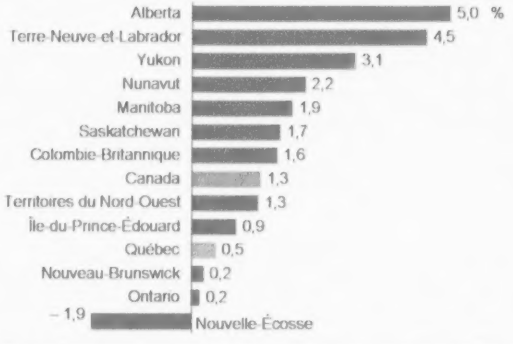
En 2012, le revenu disponible des ménages par habitant a continué de progresser au Québec, mais à un rythme plus faible que l'année précédente, sous l'effet combiné d'un ralentissement de la croissance de la rémunération des salariés ainsi que des revenus nets de la propriété et une hausse plus rapide des cotisations aux régimes de l'assurance sociale. En dollars courants, le revenu disponible augmente de 2,2 % en 2012 (donnée provisoire), alors qu'en 2011 il s'appréciait de 3,5 %. Exprimée en termes réels[1], la hausse du revenu disponible est estimée à 0,5 % en 2012, comparativement à 1,3 % un an plus tôt. Au Canada, l'augmentation en termes réels, est deux fois plus élevée que celle du Québec en 2012, soit de 1,3 %. Il faut remonter en 2009, pour voir le Québec afficher une augmentation réelle supérieure à la moyenne canadienne.

Parmi les provinces et territoires, seuls la Nouvelle-Écosse (– 1,9 %), le Nouveau-Brunswick (+ 0,2 %) et l'Ontario (+ 0,2 %) enregistrent une croissance réelle plus faible que celle observée au Québec. En revanche, avec un bond de 5,0 %, l'Alberta connaît la plus forte progression du revenu disponible par habitant au pays, stimulée par la bonne performance de son marché du travail. Grâce à cette croissance vigoureuse, le revenu disponible des ménages par habitant de l'Alberta atteint 38 761 $, ce qui la place au troisième rang parmi les provinces et territoires canadiens.

C'est le Yukon (42 045 $) qui présente le revenu disponible par habitant des ménages le plus élevé au pays. Il devance, pour une deuxième année consécutive, les Territoires du Nord-Ouest (39 867 $). Outre ces deux derniers territoires, cinq provinces présentent un revenu disponible des ménages supérieur à la moyenne canadienne (29 907 $), dont la Colombie-Britannique (30 474 $) et la Saskatchewan (31 363 $). Le Québec, quant à lui, avec un revenu disponible de 26 347 $, se classe, pour une deuxième année de suite, au douzième et avant-dernier rang parmi les provinces et les territoires. Seule l'Île-du-Prince-Édouard fait moins bonne figure avec un revenu disponible des ménages de 26 115 $ par habitant.

Figure 1

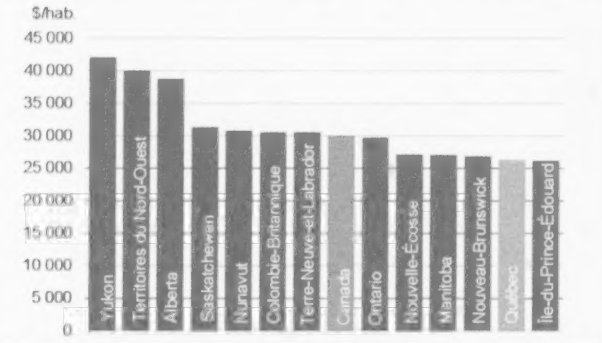
Taux de croissance du revenu disponible des ménages par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2011-2012



Sources : voir le tableau 6.

Figure 2

Revenu disponible des ménages par habitant, provinces, territoires et Canada, 2012



Sources : voir le tableau 6.

1. L'indice implicite des prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler le revenu disponible (2007=100).

Déjà 100 ans de patrimoine statistique

Québec

L'écart entre le Québec et le Canada s'accentue

Depuis la récession de 2009, l'écart entre le Québec et le Canada ne cesse de s'accentuer en ce qui a trait au revenu disponible des ménages. Il est passé de 2 777 $ par habitant en 2009 à 3 560 $ par habitant en 2012. Cette situation s'explique essentiellement par le fait que la rémunération des salariés et le revenu net de la propriété ont progressé plus lentement au Québec. Il faut dire que durant cette période, il s'est créé davantage d'emploi à temps plein au Canada que dans la province.

Tableau 1
Comparaison du revenu disponible des ménages et ses composantes par habitant, Québec et Canada, 2012

	Québec	Canada	Écart de revenu
	$/hab.		
Revenu primaire	**29 969**	**34 208**	**– 4 239**
Plus:			
Transferts reçus	**5 834**	**5 100**	**734**
Des ISBLSM	110	129	– 19
Des administrations publiques	5 663	4 910	753
Des non-résidents	61	61	0
Moins :			
Transferts payés	**9 457**	**9 402**	**55**
Aux ISBLSM	396	464	– 68
Aux administrations publiques	8 941	8 817	124
Aux non-résidents	120	120	0
Égal :			
Revenu disponible	**26 347**	**29 907**	**– 3 560**

Sources : voir le tableau 6

La différence est encore plus grande lorsque l'on tient compte uniquement du revenu primaire par habitant, soit les revenus que tirent les ménages de leur contribution à l'activité économique (aussi appelé revenu de marché). En 2012, le revenu primaire atteignait 29 969 $ par habitant au Québec, tandis qu'au Canada il s'élevait à 34 208 $, soit une différence de plus 4 200 $. Le retard historique du Québec au chapitre du revenu primaire est attribuable au fait que le taux d'emploi et le salaire hebdomadaire moyen des employés ont toujours été sous la moyenne canadienne.

L'intervention des différents paliers de gouvernement par le biais des transferts sociaux (aide sociale, prestations d'assurance-emploi, de Sécurité de la vieillesse, etc.) vient réduire l'écart entre le Québec et le Canada en ce qui a trait au revenu disponible, et ce, même si le poids des impôts, des cotisations et des autres transferts des ménages vers les administrations publiques est plus important au Québec : la part du revenu des ménages consacré à l'impôt et autres transferts étant de 24,1 % au Québec comparativement à 21,5 % au Canada. Bien que les ménages québécois paient davantage en impôt, ces derniers reçoivent plus en transferts des différents paliers de gouvernement que les ménages canadiens. En 2012, les transferts gouvernementaux s'élevaient à 5 663 $ par habitant au Québec, tandis que la moyenne canadienne se situe à 4 910 $. En raison d'un taux de chômage plus élevé, les ménages québécois ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Qui plus est, le Québec reçoit en prestations de la Sécurité de la vieillesse davantage que la moyenne canadienne, étant donné que sa population y est relativement plus âgée. Les transferts gouvernementaux sont aussi plus élevés au Québec qu'au Canada en raison des différentes mesures d'aide financière destinées aux familles offertes par l'administration publique québécoise. En somme, l'intervention de l'État sous forme de transferts monétaires aux ménages réduit la différence de revenu entre les ménages québécois et canadiens.

Croissance dans toutes les régions, sauf en Outaouais

En 2012, le revenu disponible des ménages par habitant croît en regard de 2011 dans l'ensemble des régions administratives, à l'exception de l'Outaouais où il diminue, en dollars courants[2], de 0,8 % sous l'effet conjugué d'une baisse de la rémunération des salariés et d'une stagnation du revenu net de la propriété. Il faut remonter en 2009 pour voir l'Outaouais présenter un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec. Cette situation s'explique, notamment par le fait que l'Outaouais est l'une des régions qui a créé le moins d'emplois au Québec au cours des dernières années.

Les régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se distinguent en enregistrant la plus forte progression du revenu disponible des ménages en 2012, soit une augmentation de 3,2 % respectivement. En ce qui a trait à la Côte-Nord, l'accroissement des activités dans le secteur minier a propulsé le revenu disponible des ménages à des sommets inégalés. En effet, malgré les soubresauts du prix du fer notés en cours d'année, les investissements miniers et la production minérale dans la région ont atteint des niveaux sans précédent, ce qui a contribué à rehausser la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible des ménages. Il importe de souligner que depuis 2008, le revenu disponible des ménages de la Côte-Nord augmente sans cesse à un rythme plus rapide que celui observé dans l'ensemble du Québec.

Figure 3
Taux de croissance du revenu disponible des ménages par habitant, régions administratives, 2011-2012

Source : voir le tableau 7

Le revenu disponible de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine croît également à un rythme nettement plus rapide que celui de la province depuis les cinq dernières années. Il faut dire que l'économie gaspésienne et des Îles est en pleine expansion. Entre 2008 et 2012, la croissance du PIB aux prix de base se chiffre à 22,5 % dans la région, tandis qu'elle est de 13,0 % au Québec. L'emploi, pour sa part, a progressé durant cette période de 2,2 %, alors que le taux de chômage a diminué, passant de 17,2 % à 12,9 %. Cette bonne performance économique a évidemment une incidence positive sur les revenus d'emploi. Toujours durant cette période, la rémunération des salariés a bondi en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine de 20,6 %, le revenu mixte net de 16,3 % et le revenu net de la propriété de 15,3 %.

Les régions de Chaudière-Appalaches, de Montréal et du Centre-du-Québec ne sont pas en reste, puisqu'elles affichent une croissance par rapport à 2011 au-dessus ou égale à 3,0 %, et ce, pour une deuxième année consécutive. Pour Montréal, il s'agit d'un renversement de tendance puisque le revenu disponible des ménages de cette région s'était contracté en 2009 et en 2010. Il faut dire que la récession économique de 2009 a fortement touché le marché du travail montréalais, contribuant au recul de la rémunération des salariés. Uniquement en 2009, les pertes d'emploi ont été quatre fois plus importantes à Montréal que dans l'ensemble du Québec.

Grâce à une croissance soutenue au cours des dernières années, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine n'est plus la région qui affiche le revenu disponible des ménages par habitant le plus bas. En effet, avec un

2. Il n'est pas possible de calculer la croissance du revenu disponible des ménages en termes réels selon les régions administratives, car Statistique Canada ne produit pas d'indice implicite des prix à l'échelle infraprovinciale.

revenu disponible de 23 276 $, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se classe, en 2012, au quinzième rang parmi les 17 régions administratives que compte le Québec. Le niveau de revenu de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine continue de se maintenir néanmoins sous la moyenne québécoise (26 347 $), à l'instar de huit autres régions au Québec. C'est le Bas-Saint-Laurent qui se retrouve, pour la première fois, au tout dernier rang avec un revenu disponible par habitant de 23 163 $. La Mauricie, quant à elle, occupe l'avant-dernier rang avec un revenu disponible de 23 262 $ par habitant. Le faible niveau de revenu dans les régions ressources du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie et même de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine n'occupe plus le dernier rang

Tableau 2

Revenu disponible des ménages par habitant, régions administratives, 2012

Rang	Région	$/hab.
1	Côte-Nord	28 582
2	Abitibi-Témiscamingue	27 794
3	Montérégie	27 769
4	Capitale-Nationale	27 616
5	Laurentides	27 527
6	Laval	26 856
7	Montréal	26 469
8	Outaouais	26 466
9	Nord-du-Québec	26 169
10	Chaudière-Appalaches	25 859
12	Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 107
11	Lanaudière	25 844
14	Centre-du-Québec	23 969
13	Estrie	24 050
15	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 276
16	Mauricie	23 262
17	Bas-Saint-Laurent	23 163

Sources : voir tableau 7.

En 2012, la Côte-Nord affiche, pour une deuxième année de suite, le revenu disponible des ménages le plus élevé parmi les 17 régions administratives, soit 28 582 $ par habitant. Elle est immédiatement suivie, au deuxième rang, par la région de l'Abitibi-Témiscamingue (27 794 $). Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord.

La Côte-Nord en tête des régions

La Montérégie (27 769 $), la Capitale-Nationale (27 616 $), les Laurentides (27 527 $), Laval (26 856 $), Montréal (26 469 $) et l'Outaouais (26 466 $) sont les six autres régions à présenter un revenu disponible au-dessus de la moyenne québécoise (26 347 $) en 2012. Dans le cas des quatre premières régions, le niveau de revenu élevé est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus élevées du Québec. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par un revenu net de la propriété particulièrement élevé : il s'établit à 4 269 $ par habitant dans la région comparativement à 2 957 $ dans l'ensemble du Québec. Quant à l'Outaouais, les salaires plus élevés versés par l'administration publique fédérale à ses fonctionnaires, principal employeur dans la région, ne sont pas étrangers au fait qu'elle présente un revenu disponible supérieur à la moyenne.

Transferts gouvernementaux par région

En dépit du fait que la situation économique s'est grandement améliorée au cours des dernières années, les résidants de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont encore ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques : ils ont reçu plus de 9 000 $ par habitant en transferts gouvernementaux en 2012. En raison d'un taux de chômage largement supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine étant donné que la population y est relativement plus âgée.

Tableau 3

Transferts des administrations publiques par habitant, régions administratives, 2012

Rang	Région	$/hab.
1	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9 022
2	Bas-Saint-Laurent	7 101
3	Nord-du-Québec	6 948
4	Mauricie	6 907
5	Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 557
6	Côte-Nord	6 382
7	Lanaudière	5 717
8	Centre-du-Québec	6 442
9	Estrie	6 163
10	Abitibi-Témiscamingue	6 223
11	Chaudière-Appalaches	5 907
12	Capitale-Nationale	5 621
13	Laurentides	5 565
14	Montérégie	5 364
15	Montréal	5 302
16	Laval	5 205
17	Outaouais	4 998

Sources : voir tableau 7.

Après la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les régions du Bas-Saint-Laurent et du Nord-du-Québec sont celles qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit 7 101 $ par habitant et 6 948 $ par habitant respectivement. Contrairement au Bas-Saint-Laurent et à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les principaux transferts gouvernementaux que reçoivent les ménages du Nord-du-Québec sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants et les prestations universelles pour la garde d'enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé dans cette région nordique. Les aides financières accordées aux autochtones représentent aussi une part importante des revenus de transferts dans le Nord-du-Québec.

Hausse du revenu disponible dans la plupart des MRC

En 2012, le revenu disponible des ménages par habitant augmente par rapport à 2011 dans l'ensemble des municipalités régionales de comté (MRC), à l'exception de La Jacques-Cartier, de Rouyn-Noranda, de Kativik et de Gatineau où il diminue respectivement de 0,5 %, de 0,7 %, de 0,9 % et de 1,5 %. Dans cette dernière MRC, la baisse est attribuable essentiellement au repli de la rémunération des salariés, tandis que dans La Jacques-Cartier et à Rouyn-Noranda, la diminution du revenu des ménages s'explique principalement par le recul important du revenu net de la propriété. Quant à Kativik, la diminution est attribuable essentiellement à la baisse des transferts en provenance des administrations publiques.

Sur les 104 MRC qui composent le Québec, 53 connaissent une croissance supérieure à la moyenne provinciale (+ 2,2 %). Avec une augmentation de 6,0 %, la MRC de Beauce-Sartigan, située dans la région de Chaudière-Appalaches, se distingue en enregistrant la hausse la plus prononcée en 2012. Dans la même région administrative, Robert-Cliche (+ 5,3 %), Les Etchemins (+ 4,7 %) et La Nouvelle-Beauce (+ 4,0 %) font aussi partie des territoires supralocaux présentant un taux de croissance nettement au-dessus de la moyenne provinciale.

Dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, toutes les MRC présentent des hausses annuelles supérieures à celle observée au Québec, particulièrement Le Rocher-Percé (+ 4,1 %) et La Haute-Gaspésie (+ 3,6 %). L'augmentation dans cette dernière MRC est attribuable à l'accroissement du revenu net de la propriété qui a fait un bond de 30,8 %, tandis que dans le cas du Rocher-Percé, elle s'explique par l'augmentation vigoureuse de la rémunération des salariés (+ 7,5 %) et du revenu mixte net (+ 4.1 %).

À l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, l'ensemble des territoires supralocaux de la région de l'Estrie font bonne figure au chapitre de la croissance du revenu disponible. Les augmentations les plus remarquables sont observées dans les MRC du Haut-Saint-François et des Sources où le revenu disponible des ménages s'accroît respectivement de 3,8 % et de 3,5 %. La hausse dans cette dernière MRC fait contraste avec la baisse de 1,8 % enregistrée deux ans plus tôt.

On observe aussi que plusieurs MRC de la région de la Côte-Nord connaissent une croissance importante du revenu disponible des ménages en 2012. La plus forte hausse a été enregistrée dans la MRC de Minganie (+ 4,4 %) stimulée, notamment, par la construction du complexe hydroélectrique de 1550 MW sur la rivière Romaine, l'un des plus gros chantiers de construction au Québec. Caniapiscau (+ 3,6 %) enregistre également une progression marquée en 2012 et qui s'explique, en bonne partie, par l'intensification des activités minières dans la municipalité de Fermont.

La MRC de Caniapiscau est également celle qui affiche le revenu disponible des ménages le plus élevé au Québec, soit 40 839 $ par habitant. Fait à signaler, les résidants de Caniapiscau ont un niveau de revenu qui dépasse celui des habitants l'Alberta, province canadienne où le revenu disponible est le plus élevé.

Revenu disponible élevé dans Caniapiscau

Outre Caniapiscau, 31 MRC affichent un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne québécoise. C'est le cas, notamment, de La Jacques-Cartier (33 692 $), de La Vallée-du-Richelieu (32 239 $) et de Thérèse-de-Blainville (31 849 $). Comme l'illustre la carte 1, les MRC et TE les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau de même que dans le triangle minier formé des régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Tableau 4

Les dix MRC affichant le revenu personnel disponible des ménages par habitant le plus élevé en 2012

Rang	MRC	$/hab.
1	Caniapiscau	40 839
2	La Jacques-Cartier	33 692
3	La Vallée-du-Richelieu	32 239
4	Thérèse-De Blainville	31 849
5	L'Île-d'Orléans	31 481
6	Lajemmerais	31 378
7	Les Pays-d'en-Haut	31 297
8	Minganie	30 759
9	Sept-Rivières	30 198
10	Jamésie	29 904

Sources : voir le tableau 7.

En revanche, les territoires supralocaux qui enregistrent les revenus disponibles des ménages par habitant les plus faibles se concentrent principalement dans la péninsule gaspésienne, dans le Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais, dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches ainsi qu'en Haute-Mauricie. D'ailleurs, c'est la MRC du Témiscouata dans le Bas-Saint-Laurent qui présente le revenu disponible par habitant le plus faible de la province, soit 20 359 $. Notons que parmi les 25 MRC ayant les niveaux de revenu parmi les plus faibles au Québec, cinq sont situées dans le Bas-Saint-Laurent et quatre en Estrie.

Régions métropolitaines de recensement (RMR) : hausse marquée à Montréal et baisse à Gatineau

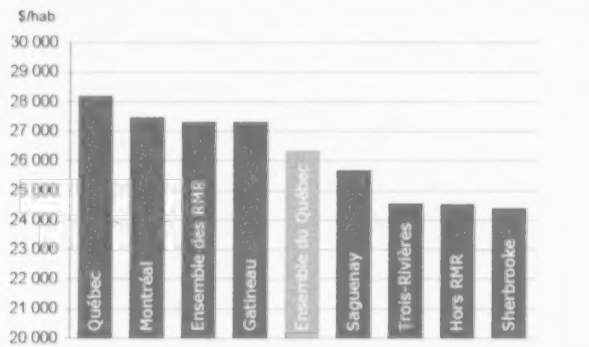
C'est la RMR de Montréal qui connaît la plus forte croissance du revenu disponible des ménages par habitant en 2012, soit une hausse de 2,5 % qui suit celle de 3,5 % enregistrée un an plus tôt. L'enrichissement des résidants de cette RMR s'explique, en grande partie, par la hausse marquée de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les RMR de Sherbrooke (+ 2,4 %) et de Québec (+ 2,2 %) enregistrent aussi une croissance du revenu disponible des ménages supérieure ou égale à la moyenne du Québec (+ 2,2 %), sous l'effet combiné d'une progression importante du revenu mixte net, du revenu net de la propriété et des transferts en provenance des administrations publiques. À l'opposé, la RMR de Gatineau (– 1,6 %) est la seule à subir une diminution du revenu disponible par habitant. La baisse dans cette RMR est attribuable essentiellement au repli de la rémunération des salariés et à la stagnation du revenu net de la propriété.

Québec devance Montréal

En raison de cette baisse, Gatineau ne présente plus le revenu disponible des ménages par habitant le élevé parmi les six RMR de la province. Cette dernière occupe le troisième rang, en 2012, avec un revenu disponible de 27 308 $ par habitant. C'est Québec qui arrive en tête des RMR, une première depuis 2008, grâce à un revenu disponible par habitant de 28 189 $. Elle est immédiatement suivie à ce chapitre par Montréal (27 456 $), seules autres RMR avec Québec et Gatineau à afficher un revenu disponible supérieur à la moyenne provinciale. En revanche, les RMR de Saguenay (25 679 $), de Trois-Rivières (24 561 $) et de Sherbrooke (24 405 $) continuent d'avoir un revenu disponible sous la moyenne québécoise. D'ailleurs, les résidants de ces trois RMR sont aussi ceux qui dépendent le plus des transferts gouvernementaux comme source de revenus. En 2011, ils ont reçu, en moyenne, plus de 5 900 $ en transferts des administrations publiques. À l'opposé, les résidants de Gatineau (4 543 $) sont ceux qui reçoivent, en moyenne, le moins en transferts des différents paliers de gouvernement.

Figure 4

Revenu disponible des ménages par habitant, RMR et ensemble du Québec, 2012

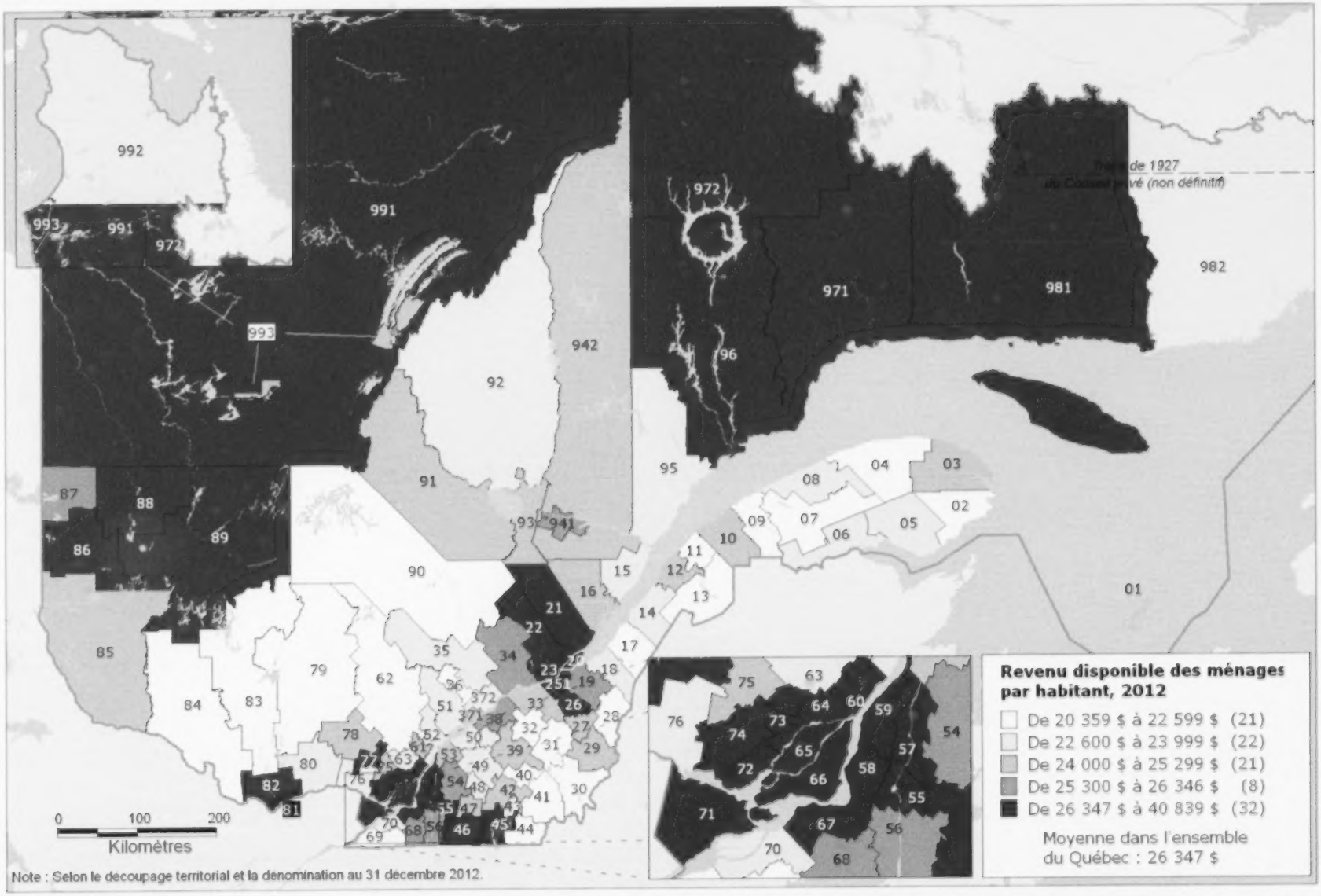


Sources : voir le tableau8.

Enfin, notons que le revenu disponible des ménages par habitant des régions métropolitaines demeure largement supérieur à celui des zones non métropolitaines. En 2012, il atteint 27 311 $ dans l'ensemble des RMR du Québec, comparativement à 24 522 $ dans les territoires non métropolitains. Toutefois, en raison de la bonne performance économique des régions minières, les disparités de revenu tendent à diminuer entre les régions métropolitaines et non métropolitaines au cours des dernières années. À titre d'exemple, le revenu disponible des ménages par habitant des zones non métropolitaines est passé de 86,9 % de la moyenne des RMR en 2007 à 89,8 % en 2012.

Carte 1

Revenu disponible des ménages par habitant, MRC du Québec, 2012



Note : Selon le découpage territorial et la dénomination au 31 décembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Commission de la santé et de la sécurité du travail, Emploi et Développement social Canada, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, ministère des Ressources naturelles, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Tableau 5

Composantes du revenu disponible des ménages, ensemble du Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
			$/hab.		
Rémunération des salariés	21 509	21 411	21 911	22 767	23 399
Revenu mixte net	3 215	3 262	3 333	3 484	3 614
Revenu agricole net	78	71	77	83	84
Revenu non agricole net	1 730	1 744	1 781	1 816	1 865
Revenu des loyers des ménages	1 407	1 447	1 475	1 586	1 665
Revenu net de la propriété	2 912	2 797	2 764	2 878	2 957
Égal :					
Revenu primaire des ménages	**27 636**	**27 470**	**28 009**	**29 129**	**29 969**
Plus :					
Transferts courants reçus par les ménages	**5 181**	**5 426**	**5 619**	**6 645**	**5 834**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	102	94	102	108	110
Des administrations publiques	5 016	5 268	5 355	5 477	5 663
Administration fédérale	2 236	2 396	2 433	2 449	2 507
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfant	296	291	296	294	293
Prestation universelle pour la garde d'enfants	72	74	76	76	76
Prestations d'assurance emploi	413	516	502	452	438
Prestations de la sécurité de la vieillesse	1 170	1 211	1 234	1 294	1 363
Transferts divers et autres	285	304	325	333	337
Administration provinciale	1 446	1 603	1 615	1 682	1 744
Indemnisations des accidentés du travail	203	207	203	202	202
Prestations d'assurance parentale	201	210	215	216	223
Aide sociale	353	356	355	352	348
Transferts divers	690	829	843	912	970
Administrations autochtones	142	21	22	19	14
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 192	1 248	1 285	1 326	1 398
Des non-résidents	63	64	61	60	61
Moins :					
Transferts courants payés par les ménages	**8 428**	**8 259**	**8 613**	**8 991**	**9 457**
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	360	341	368	387	396
Aux administrations publiques	7 957	7 803	8 132	8 490	8 941
Impôts directs des particuliers	5 314	5 070	5 217	5 541	5 853
Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	2 160	2 208	2 358	2 384	2 518
Autres transferts courants aux administrations publiques	483	524	557	565	570
Aux non-résidents	112	115	112	114	120
Égal :					
Revenu disponible des ménages	**24 389**	**24 638**	**24 914**	**26 783**	**26 347**

Sources : Institut de la statistique du Québec
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*

Tableau 6

Revenu disponible des ménages par habitant, provinces, territoires et Canada, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2008
			$/hab.			%
Canada	**27 194**	**27 415**	**28 122**	**29 129**	**29 907**	**10,0**
Terre-Neuve-et-Labrador	24 276	25 648	26 578	28 556	30 461	25,5
Île-du-Prince-Édouard	23 457	24 180	24 916	25 375	26 115	11,3
Nouvelle-Écosse	24 660	25 272	25 943	27 190	27 063	9,7
Nouveau-Brunswick	24 027	24 635	25 501	26 311	26 793	11,5
Québec	**24 389**	**24 638**	**24 914**	**26 783**	**26 347**	**8,0**
Ontario	27 217	27 849	28 738	29 337	29 745	9,3
Manitoba	24 691	24 949	25 314	26 089	26 995	9,3
Saskatchewan	27 915	27 331	27 940	30 390	31 363	12,4
Alberta	34 246	33 154	34 297	36 469	38 761	13,2
Colombie-Britannique	28 099	27 963	28 580	29 618	30 474	8,4
Yukon	35 632	35 871	37 374	39 659	42 045	18,0
Territoires du Nord-Ouest	37 163	37 289	37 756	38 528	39 867	7,3
Nunavut	28 408	27 086	28 573	29 594	30 775	8,3

Sources : Institut de la statistique du Québec
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*

Tableau 7

Revenu disponible des ménages par habitant, régions administratives, MRC et ensemble du Québec, 2011-2012

Code	MRC par région administrative	2011 $/hab.	2012 $/hab.	Var. %
	Ensemble du Québec	25 783	26 347	2,2
	01 Bas-Saint-Laurent	22 705	23 163	2,0
07	La Matapédia	21 002	21 723	3,4
08	Matane	22 707	23 106	1,8
09	La Mitis	21 213	21 700	2,3
10	Rimouski-Neigette	24 675	25 019	1,4
11	Les Basques	21 451	21 888	2,0
12	Rivière-du-Loup	23 662	24 009	1,5
13	Témiscouata	19 814	20 359	2,7
14	Kamouraska	22 284	22 858	2,6
	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 640	25 107	1,9
91	Le Domaine-du-Roy	23 650	24 187	2,3
92	Maria-Chapdelaine	22 998	23 334	1,5
93	Lac-Saint-Jean-Est	24 358	24 765	1,7
941	Saguenay	25 269	25 779	2,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	24 465	24 819	1,4
	03 Capitale-Nationale	26 988	27 616	2,3
15	Charlevoix-Est	22 411	22 967	2,5
16	Charlevoix	23 366	24 466	4,7
20	L'Île-d'Orléans	30 216	31 481	4,2
21	La Côte-de-Beaupré	29 148	29 848	2,4
22	La Jacques-Cartier	33 853	33 692	-0,5
23	Québec	26 827	27 464	2,4
34	Portneuf	24 788	25 525	3,0
	04 Mauricie	22 903	23 262	1,6
35	Mékinac	22 138	22 909	3,5
36	Shawinigan	21 224	21 676	2,1
371	Trois-Rivières	23 994	24 255	1,1
372	Les Chenaux	23 254	23 640	1,7
51	Maskinongé	22 207	22 621	1,9
90	La Tuque	20 922	21 260	1,6
	05 Estrie	23 404	24 050	2,8
30	Le Granit	21 507	21 992	2,3
40	Les Sources	20 317	21 019	3,5
41	Le Haut-Saint-François	20 746	21 543	3,8
42	Le Val-Saint-François	24 353	25 060	2,9
43	Sherbrooke	23 035	23 663	2,7
44	Coaticook	21 254	21 894	3,0
45	Memphrémagog	27 952	28 595	2,3
	06 Montréal	25 698	26 469	3,0
	07 Outaouais	26 680	26 466	-0,8
80	Papineau	22 470	22 724	1,1
81	Gatineau	27 320	26 901	-1,5
82	Les Collines-de-l'Outaouais	29 221	29 467	0,8
83	La Vallée-de-la-Gatineau	21 557	21 670	0,5
84	Pontiac	19 942	20 534	3,0
	08 Abitibi-Témiscamingue	27 082	27 794	2,6
85	Témiscamingue	23 829	24 449	2,6
86	Rouyn-Noranda	29 182	28 966	-0,7
87	Abitibi-Ouest	24 167	25 494	5,5
88	Abitibi	26 101	27 000	3,4
89	La Vallée-de-l'Or	28 275	29 497	4,3
	09 Côte-Nord	27 693	28 582	3,2
95	La Haute-Côte-Nord	23 279	23 997	3,1
96	Manicouagan	26 698	27 244	2,0
971	Sept-Rivières	29 063	30 198	3,9
972	Caniapiscau	39 416	40 839	3,6
981	Minganie	29 449	30 759	4,4
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	22 642	22 986	1,5
	10 Nord-du-Québec	25 609	26 169	2,2
991	Jamésie	28 586	29 904	4,6
992	Kativik	23 459	23 242	-0,9
993	Eeyou Istchee	24 542	25 054	2,1
	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 564	23 276	3,2
01	Les Îles-de-la-Madeleine	24 282	24 909	2,6
02	Le Rocher-Percé	21 290	22 172	4,1
03	La Côte-de-Gaspé	23 824	24 396	2,4
04	La Haute-Gaspésie	20 043	20 772	3,6
05	Bonaventure	23 022	23 730	3,1
06	Avignon	22 544	23 279	3,3
	12 Chaudière-Appalaches	25 084	25 858	3,1
17	L'Islet	21 206	21 860	3,1
18	Montmagny	22 240	22 804	2,5
19	Bellechasse	24 951	25 344	1,6
251	Lévis	28 484	29 129	2,3
26	La Nouvelle-Beauce	26 110	27 166	4,0
27	Robert-Cliche	22 809	24 024	5,3
28	Les Etchemins	19 952	20 898	4,7
29	Beauce-Sartigan	23 783	25 219	6,0
31	Les Appalaches	21 505	21 962	2,1
33	Lotbinière	24 669	25 201	2,2
	13 Laval	26 451	26 856	1,5
	14 Lanaudière	25 613	25 944	1,3
52	D'Autray	22 692	23 167	2,1
60	L'Assomption	27 612	27 936	1,2
61	Joliette	24 278	24 468	0,8
62	Matawinie	21 437	21 670	1,1
63	Montcalm	22 663	23 005	1,5
64	Les Moulins	27 497	27 858	1,3
	15 Laurentides	26 921	27 527	2,3
72	Deux-Montagnes	26 263	26 703	1,7
73	Thérèse-De Blainville	30 642	31 849	3,9
74	Mirabel	27 126	27 816	2,5
75	La Rivière-du-Nord	24 572	24 943	1,5
76	Argenteuil	23 228	23 600	1,6
77	Les Pays-d'en-Haut	31 033	31 297	0,9
78	Les Laurentides	25 012	25 229	0,9
79	Antoine-Labelle	21 080	21 314	1,1
	16 Montérégie	27 303	27 769	1,7
46	Brome-Missisquoi	26 385	26 643	1,0
47	La Haute-Yamaska	24 321	24 526	0,8
48	Acton	22 379	22 989	2,7
53	Pierre-De Saurel	24 237	24 691	1,9
54	Les Maskoutains	25 322	25 698	1,5
55	Rouville	26 443	27 073	2,4
56	Le Haut-Richelieu	25 437	26 029	2,3
57	La Vallée-du-Richelieu	31 680	32 239	1,8
58	Longueuil	28 339	28 833	1,7
59	Marguerite-D'Youville	30 555	31 378	2,7
67	Roussillon	26 802	27 344	2,0
68	Les Jardins-de-Napierville	25 455	25 709	1,0
69	Le Haut-Saint-Laurent	20 126	20 614	2,4
70	Beauharnois-Salaberry	23 332	23 788	2,0
71	Vaudreuil-Soulanges	29 741	29 861	0,4
	17 Centre-du-Québec	23 278	23 969	3,0
32	L'Érable	22 136	22 366	1,0
38	Bécancour	24 856	25 462	2,4
39	Arthabaska	23 491	24 333	3,6
49	Drummond	23 142	23 917	3,3
50	Nicolet-Yamaska	23 012	23 388	1,6

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Commission de la santé et de la sécurité du travail, Emploi et Développement social Canada, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Tableau 5

Revenu disponible des ménages par habitant, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2011-2012

	Revenu disponible des ménages par habitant			Revenu primaire des ménages par habitant			Transferts courants reçus par les ménages			Transferts courants payés par les ménages		
	2011[r]	2012[p]	Var.	2011[r]	2012[p]	Var.	2011[r]	2012[p]	Var.	2011[r]	2012[p]	Var.
	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%
Régions administratives												
01 Bas-Saint-Laurent	22 705	23 163	2,0	22 784	23 420	2,8	6 933	7 178	3,5	7 012	7 435	6,0
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 640	25 107	1,9	26 321	27 011	2,6	6 421	6 626	3,2	8 102	8 530	5,3
03 Capitale-Nationale	26 988	27 616	2,3	31 104	32 070	3,1	5 549	5 740	3,4	9 665	10 195	5,5
04 Mauricie	22 903	23 262	1,6	23 494	23 942	1,9	6 721	6 983	3,9	7 312	7 663	4,8
05 Estrie	23 404	24 050	2,8	24 977	25 875	3,6	6 060	6 290	3,8	7 633	8 115	6,3
06 Montréal	25 698	26 469	3,0	29 675	30 802	3,8	5 535	5 680	2,6	9 512	10 013	5,3
07 Outaouais	26 680	26 466	-0,8	31 533	31 337	-0,6	4 938	5 122	3,7	9 790	9 993	2,1
08 Abitibi-Témiscamingue	27 082	27 794	2,6	29 893	31 195	4,4	6 167	6 283	1,9	8 978	9 683	7,9
09 Côte-Nord	27 693	28 582	3,2	30 594	32 130	5,0	6 360	6 436	1,2	9 262	9 984	7,8
10 Nord-du-Québec	25 609	26 169	2,2	23 768	24 976	5,1	7 220	7 023	-2,7	5 379	5 830	8,4
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 564	23 276	3,2	20 212	21 078	4,3	8 775	9 077	3,4	6 424	6 879	7,1
12 Chaudière-Appalaches	25 084	25 859	3,1	27 524	28 574	3,8	5 738	5 983	4,3	8 178	8 698	6,4
13 Laval	26 451	26 856	1,5	30 679	31 320	2,1	5 227	5 382	3,0	9 456	9 846	4,1
14 Lanaudière	25 513	25 844	1,3	28 510	29 021	1,8	5 581	5 782	3,6	8 578	8 959	4,4
15 Laurentides	26 921	27 527	2,3	30 710	31 607	2,9	5 431	5 644	3,9	9 220	9 724	5,5
16 Montérégie	27 303	27 769	1,7	31 688	32 402	2,3	5 280	5 492	4,0	9 665	10 124	4,8
17 Centre-du-Québec	23 278	23 969	3,0	24 162	25 065	3,7	6 245	6 525	4,5	7 129	7 621	6,9
Régions métropolitaines de recensement[1]												
408 Saguenay	25 241	25 679	1,7	27 885	28 580	2,5	6 082	6 270	3,1	8 726	9 171	5,1
421 Québec	27 595	28 189	2,2	32 275	33 235	3,0	5 317	5 479	3,1	9 996	10 526	5,3
433 Sherbrooke	23 825	24 405	2,4	25 983	26 862	3,4	5 893	6 068	3,0	8 051	8 525	5,9
442 Trois-Rivières	24 152	24 561	1,7	25 902	26 461	2,2	6 339	6 572	3,7	8 089	8 473	4,7
462 Montréal	26 789	27 456	2,5	31 336	32 312	3,1	5 263	5 414	2,9	9 809	10 269	4,7
505 Gatineau[2]	27 740	27 308	-1,6	33 698	33 249	-1,3	4 538	4 676	3,1	10 495	10 618	1,2
Ensemble du Québec	25 793	26 347	2,2	29 129	29 969	2,9	5 645	5 934	3,4	8 991	9 457	5,2

1. Selon le découpage géographique des RMR au 31 décembre 2006.
2. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Commission de la santé et de la sécurité du travail, Emploi et Développement social Canada, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Abréviations et signes conventionnels :

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
MW	Mégawatt
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
Var.	Variation
hab.	Habitant

Cette publication a été réalisée par : Stéphane Ladouceur
Sous la direction de : Yrène Gagné
Avec l'assistance technique de : Sophie Desfossés, Virginie Lachance, Danny Sanfaçon, Lucie Robitaille
Cartographie : Hugo Leblanc
Révision linguistique : Esther Frève

Pour plus de renseignements :
Stéphane Ladouceur
Direction des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2411, poste 3084
Courriel : stephane.ladouceur@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2013
ISSN 2291-0867 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Institut de la statistique Québec